



# Les retraité-es ensemble

- Pour garantir et améliorer leur niveau de vie
  - Pour défendre la protection sociale

**Jeudi 30 mars 2017**

10 h 30 **Rassemblement** place Pasteur

15 h **Audition publique** des représentant-es des candidat-es à la présidentielle maison des syndicats

## LE NIVEAU DE VIE DES RETRAITÉ-ES EST RABOTÉ

- **Par les mesures fiscales** : perte de 1/2 part pour les veufs/veuves, hausse de la CSG, hausse de la TVA, imposition sur la majoration liée au 3ème enfant
- **Par les hausses des dépenses** contraintes : cotisations des complémentaires santé, hausse des prix de l'énergie, des loyers
- **Par les mesures sur les retraites** : hausse des cotisations CASA, de 0.3 %, report des complémentaires AGIRC et ARRCO d'un an pour atteindre le taux plein

## QUELQUES CHIFFRES

- En 20 ans, l'écart de niveau de vie entre les salarié-es et les retraité-es atteint 22 %
- La pauvreté concerne 22 % de la population
- 2 millions de personnes touchent le RSA
- Plus de 4 millions de retraité-es touchent 629 euros par mois
- Le taux de pauvreté des retraité-es ne cesse d'augmenter : 17 % vivent avec moins de 600 euros par mois
- En 10 ans, le SMIC a augmenté de 43,5 %, les pensions de 15,5 %

**Oui à l'indexation des pensions sur les salaires** : les pensions de retraite augmentent moins vite que les salaires. L'indexation sur les prix a pour conséquence, année après année, de creuser les écarts entre les revenus d'activité et les pensions. Le niveau de vie des salarié-es progresse en moyenne de 1% par an, alors que celui des retraité-es n'augmente pas quel que soit le taux d'inflation.

**Oui à une pension minimale égale au SMIC** pour une carrière complète. La pension moyenne est à 1300 euros mensuels, mais 993 euros en moyenne pour les femmes.

**NOUS RÉCLAMONS LA REVALORISATION DES PENSIONS  
CHAQUE ANNÉE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER  
ET UN RATTRAPAGE DE 300 EUROS POUR TOUTES ET TOUS**

# La protection sociale

## un droit, une nécessité

**Notre système de protection sociale, une idée toujours neuve et indispensable**  
inspiré par le conseil national de la Résistance, il est fondé sur les principes de solidarité, d'universalité, de démocratie

### **Le droit à la santé pour tous**

paiement des indemnités journalières en cas de maladie, d'accident du travail ou de maladie professionnelle, prise en charge des frais médicaux ,

### **Le droit de vivre sa vieillesse dignement**

retraites et pensions de réversion

### **Le droit à l'emploi**

insertion et réinsertion professionnelle, indemnisation des demandeurs d'emploi

### **Le droit à la maternité, à l'éducation de jeunes enfants , au logement**

prestations familiales (allocations familiales, aides pour la garde d'enfants), prestations liées à la maternité

### **Le droit à l'autonomie**

Favoriser l'aide au maintien à domicile et accueil dans les structures adaptées

**Le droit à une action sanitaire et sociale,  
à la protection des plus faibles et des plus démunis**  
aides financières directes ou financement d'actions, PMI, centres de santé

***Certains candidats à la présidentielle veulent casser notre Sécu : beaucoup de nos concitoyens pensent que la protection sociale est inscrite dans le marbre et que les réformes successives ne sont que des retouches partielles qui n'affecteront que de manière partielle leur couverture personnelle. Mais tous nos secteurs sont menacés et tous les publics concernés : assuré-es, allocataires, retraité-es, demandeurs d'emploi...***

### **Nos organisations se donnent comme objectifs :**

- d'aller vers le 100% de remboursement des frais médicaux par la Sécurité sociale
- de garantir un financement assis sur le salaire et les richesses produites
- d'abandonner les exonérations de cotisations sociales inefficaces
- d'intégrer dans la sécurité sociale les risques liés à la dépendance et la perte d'autonomie

*16 millions de retraité-es, ce n'est pas un coût, c'est une richesse. Redistribuer les richesses produites aux salarié-es et retraité-es est non seulement un acte de justice sociale, mais aussi d'efficacité économique pour la relance de la consommation, de la production et le recul du chômage.*